



Analyse du VOTE DU 18 MAI sur le GRIPEN

Réflexions stratégiques sur notre défense

Plan

A. Analyse de la votation du 18 mai sur le Gripen

- B. Réorganisation du Département Militaire (DDPS)*
- C. Redéfinition des Missions de l'Armée*
- D. Adaptation du budget*
- E. Votation populaire "spécial défense et sécurité"*
- F. Conclusion*

A. Analyse de la votation du 18 mai sur le Gripen

La votation du 22 septembre 2013 mettait clairement mis en lumière, par 73% des votes, l'attachement du peuple suisse à l'obligation de servir et, par là, à l'armée en tant qu'institution et au concept d'armée de milice.

Le 18 mai 2014, cependant, par 53,4%, ce même peuple suisse refusait l'achat du Gripen. Comment a-t-on pu passer d'une position à l'autre en seulement quelques semaines. Tentons d'analyser ce vote, au demeurant pas si paradoxal qu'il n'y parait, et de déterminer qui sont ces 26.4% d'électeurs (hors anti-armée, PS, Verts, Verts libéraux et GSSA) transfuges qui ont voté "contre l'armée" et quels étaient leurs motivations.

Rappelons pour mémoire que Le Lobby des Citoyens (LLDC) s'était fortement mobilisé avant le 22 septembre 2013 pour l'attachement à son armée. Il ne peut dès être taxer sommairement d'antimilitarisme primaire ou de trahison de dernière minutes (voir notre [recommandation du 6 septembre 2013 aux Conseillers nationaux de renvoyer le vote sur le Gripen](#) ou encore notre [prise de position sur la défense datée du 29.08.2013](#)).



Le Lobby des Citoyens

Forum de réflexion stratégique

Helvetia en *Danger*

Par contre, le 18 mai 2014, nous avons décidé clairement de montrer notre désaccord sur la politique de défense menée par le Conseil fédéral, contre la volonté d'une majorité de ses citoyens. Analysons-en quelques aspects :

Collusion du DDPS

1° Il y a tout d'abord la politique du "laisser-faire" des chefs successifs du DDPS (pourtant issus d'un parti officiellement défenseur de nos valeurs traditionnelles) qui, par laxisme et manque de courage politique se sont fait les complices du démantèlement progressif de notre armée, de l'affaiblissement substantiel de notre sécurité, jusqu'à la politique d'autruche actuelle menée dans l'analyse des menaces touchant notre pays. Rappelons notamment que le manque de couverture aérienne entre 2015 et 2021 n'est pas la faute des opposants au Gripen. Pourtant on ne se gêne pas de leur faire porter la responsabilité du manque de couverture... en 2025 !

PPP antichambre de l'OTAN

2° Il y a cette 3ème mission de l'armée, *la Promotion de la Paix*, qui permet à l'OTAN, cette légion étrangère des Etats-Unis, de se mettre dans la poche un certain nombre de gouvernements de la planète, croyant en retour être protégés par la 1ère armée du monde. En coulisse, emmenés par le Prix Nobel de la Paix en personne, les USA mènent frénétiquement à travers le globe des manœuvres de déstabilisation de régimes, d'intimidation de gouvernements, de fomentation de guerres civiles.

Neutralité ... adieu!

Cela ne s'arrête pas là puisque le Gouvernement américain s'adonne également à des guerres préventives au motif de "prévention de la guerre et de promotion de la paix" (expression qui semble ravir nos socialistes. Or, cette Pax Americana pose pour notre pays la question fondamentale de notre **neutralité** dès lors que nous envoyons nos soldats en mission au profit de l'OTAN à l'étranger (ce que la Suisse moderne s'était refusée de faire après la guerre du Sonderbund) ou que nous prenons officiellement fait et cause pour une partie vis-à-vis de l'autre, souvent d'ailleurs sans grande compréhension des enjeux

Le Lobby des Citoyens

20, rue du Conseil-Général

CH-1205 Genève

Michel Fontana

Secrétaire

Tél : 022 807 08 32 Natel : 078 644 33 54 Fax : 022 807 08 39

E-mail : fontana@lldc.ch Web site : www.lldc.ch



Helvetia en *Danger*

Le Lobby des Citoyens

Forum de réflexion stratégique

géostratégiques. Or, une vraie Promotion de la Paix ne doit pas revenir au DPPS mais au DFAE, avec sa diplomatie, ses bons offices et son cadre humanitaire.

Indépendance...adieu!

3° Il y a ensuite ces accords signés avec nos pays voisins (qu'on peut difficilement appeler aujourd'hui "nos amis") qui, en leur déléguant la mission d'intervenir sur notre sol en temps de paix et en cas de besoin, augmentent forcément notre dépendance vis-à-vis d'eux et de ce fait, menacent notre **indépendance**. L'affaire "Ethiopian Airlines" en est la démonstration la plus probante. Notre force de dissuasion ne réclame-t-elle pas plutôt d'entraîner nos pilotes dans des situations réalistes et concrètes, et d'en profiter pour montrer au monde notre capacité et notre détermination à nous protéger nous-mêmes en cas de menace.

Souveraineté ... adieu!

4° Il y a encore notre **souveraineté nationale** que le Conseil fédéral, par couardise et collabo, a bradée en acceptant d'appliquer de manière irresponsable sur notre sol des lois étrangères qui nous sont contraires et qui sont diamétralement opposées aux nôtres. Prenons l'exemple de la *présomption d'innocence* modifiée en *inversion du fardeau de la preuve* ; tous coupables et vive les avocats ! Ainsi avec la LEX USA que le Conseil fédéral a non seulement passée en force (malgré le refus des Chambres fédérales, donc du souverain) mais également appliquée de manière rétroactive (?!?), on livre maintenant en pâture nos propres citoyens, sous motif qu'ils ont un lien avec les Etats-Unis.

Menace économique

5° Il y a le renseignement, qui devrait, par bon sens, être chapeauté par la défense dans un souci évident de coordination et d'efficacité. Or, pour mieux le neutraliser, on l'a saucissonné. Pour le renseignement économique, par exemple, quand on connaît l'influence d'UBS et de Crédit Suisse, les *Chevaux de Troie* de ceux qui justement assiègent notre place financière et opèrent sous nos yeux ébahis le véritable casse du siècle, facile de comprendre qu'aucune alarme n'ai été donnée et que le Conseil fédéral, non conscient de la guerre économique menée contre notre pays, ne se soit toujours pas passé en mode "défense" et continue

Le Lobby des Citoyens

20, rue du Conseil-Général

CH-1205 Genève

Michel Fontana

Secrétaire

Tél : 022 807 08 32 Natel : 078 644 33 54 Fax : 022 807 08 39

E-mail : fontana@lldc.ch Web site : www.lldc.ch



Helvetia en *Danger*

Le Lobby des Citoyens

Forum de réflexion stratégique

à "négocier avec nos amis" au lieu de mettre sur pied un Etat-major de crise, dirigée par un Général. Car, comme le relevait finement un historien bernois* : "si vous voulez attaquer la Suisse, faites-le avant qu'elle ne mobilise, car elle ne se défendra pas".

Menace cybernétique

6° Il y a la menace cybernétique confiée là encore à des organismes séparés, militaire et civil. A nouveau, le militaire ne supervise pas le civil, en dernier ressort : la centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information, "MELANI", est indépendante de la "Défense" qui, elle, "collabore" avec les Etats-Unis en communiquant ses informations à la base de l'OTAN de Tallin.

EWS la fossoyeuse!

7° Il y a enfin cette guerre économique, dont on a parlé plus haut, qui phagocyte ce pays, avec la bénédiction et la pleine et active coopération de Madame Widmer-Schlulmpf et de ses services, et qui transfère de manière irresponsable à nos concurrents près de 20% de notre PIB, caisses de pension comprises, laissant sur le carreau un nombre incalculables de petites entités, débordées par l'avalanche de normes changeant quotidiennement et trop petites pour se réorganiser dans un laps de temps aussi court. Où est cette magnifique stabilité juridique, base sécurisante de nos campagnes publicitaires, qu'on nous enviait à l'étranger.

Toutes ces considérations ont vraisemblablement pesé sur la décision de ces 26.4% de citoyens, pourtant fervents partisans d'une défense et d'une sécurité, pour autant toutefois qu'elles soient crédibles et qu'elles bénéficient d'un budget suffisant pour assumer une telle responsabilité.

Genève, le 27 mai 2014 / Marc R. Studer - Président - Le Lobby des Citoyens

*Dr Jürg Stüssi-Lauterburg, directeur de la BiG (Bibliothèque am Guisanplatz), le 10 mars 2012, à Berne, lors d'une présentation aux *Salons du Général Dufour* sur "*Berne face à l'invasion française de 1798*"

Le Lobby des Citoyens

20, rue du Conseil-Général

CH-1205 Genève

Michel Fontana

Secrétaire

Tél : 022 807 08 32 Natel : 078 644 33 54 Fax : 022 807 08 39

E-mail : fontana@lldc.ch Web site : www.lldc.ch